



Région  
Provence  
Alpes  
Côte d'Azur



**REGLEMENT INTERIEUR  
DU COMITE DE SUIVI DES PROGRAMMES REGIONAUX FEDER-FSE ET FEADER 2014-2020  
DE LA REGION PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR**

**Article 1<sup>er</sup> : Objet du présent règlement**

Le présent règlement a pour objet de fixer les règles de fonctionnement du Comité de suivi interfonds des programmes régionaux FEDER-FSE, du Programme de Développement Rural Régional en Provence-Alpes-Côte d'Azur, du volet déconcentré du Programme Opérationnel National FSE et du Fonds Européen pour les Affaires Maritimes et la Pêche pour la période 2014-2020, conformément aux dispositions des articles 47 à 49 et 110 du règlement (UE) n°1303-2013 du 17 décembre 2013, de l'article 11 du Règlement délégué (UE) n° 240/2014 du 7 janvier 2014, de l'article 49 du règlement (UE) 1305/2013 du 17 décembre 2013, et de l'article 113 du règlement (UE) 508/2014 du 15 mai 2014.

**Article 2 : Composition**

La délibération du Conseil Régional du 12 décembre 2014 fixe la composition du Comité de suivi (cf. annexe)

**Article 3 : Rôle et missions**

Le Comité de suivi est chargé de manière générale de veiller à la mise en œuvre du Programme Opérationnel FEDER-FSE sous l'angle de son exécution et des progrès réalisés pour atteindre ses objectifs. Il s'assurera de l'efficacité et de la qualité de la mise en œuvre du programme en s'appuyant sur les travaux des services de l'Autorité de gestion et, le cas échéant, de comités préparatoires ad hoc.

Quel que soit le programme dont la Région est Autorité de Gestion, le Comité de Suivi a pour mission d'examiner :

- tout problème entravant la réalisation des programmes,
- les progrès accomplis dans l'exécution du plan d'évaluation et les suites données aux conclusions des évaluations,
- l'application de la stratégie de communication,
- l'exécution des grands projets,
- les actions en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes et de l'égalité des chances et les actions de lutte contre les discriminations, y compris l'accessibilité pour les personnes handicapées,
- les actions de promotion du développement durable,
- lorsque les conditions ex ante applicables ne sont pas remplies à la date de présentation de l'accord de partenariat et du Programme opérationnel, l'avancement des mesures destinées à assurer le respect des conditions ex ante,
- les instruments financiers ;

S'agissant du PO FEDER/FSE, le Comité de Suivi examine et approuve :

- la méthode et les critères de sélection des opérations financées par du FEDER ou du FSE,
- les rapports annuels et le rapport final de mise en œuvre,
- le plan d'évaluation du programme et toute modification apportée à ce plan d'évaluation,

- la stratégie de communication du Programme opérationnel et toute modification apportée à cette stratégie,
- toute proposition de modification du Programme opérationnel présentée par l'Autorité de Gestion

Concernant le PDRR 2014-2020, le Comité de Suivi :

- est consulté et émet un avis sur les critères de sélection des opérations financées par du FEADER qui sont révisés selon les nécessités de la programmation,
- examine les activités et réalisations en rapport avec l'avancement de la mise en œuvre du plan d'évaluation du programme,
- examine en particulier les actions du programme relatives au respect des conditions ex ante qui relèvent de la responsabilité de l'Autorité de Gestion, et il est informé des mesures qui ont trait au respect des autres conditions ex ante,
- participe au réseau rural national pour l'échange d'informations sur la mise en œuvre du programme,
- et examine et approuve les rapports annuels sur la mise en œuvre avant leur envoi à la Commission.

En outre, le comité de suivi du FEADER validera chaque année :

- le plan d'action annuel du Réseau rural régional,
- les thématiques à investir par le réseau au regard des priorités et avancées du PDR, de l'évolution, des enjeux régionaux et des stratégies ciblées des GAL,
- l'articulation des activités du RRR avec celles du RRN,
- le suivi et l'évaluation des réalisations au regard des objectifs.

S'agissant du suivi du volet déconcentré du PO national FSE dont l'Etat est Autorité de Gestion, le Comité régional de suivi assure les missions suivantes:

- propose à l'autorité de gestion du Programme Opérationnel National toute révision ou tout examen du PO de nature à permettre d'atteindre les objectifs ;
- assure le suivi des lignes de partage définies entre le PO FSE PACA et le PON FSE ;
- est associé aux travaux d'évaluation ;
- est tenu informé des actions conduites au titre du Plan de communication au niveau régional.

Concernant le FEAMP, outre les fonctions prévues à l'article 49 du règlement (UE) n° 1303/2013, le comité de suivi vérifie la performance du programme opérationnel et l'efficacité de sa mise en œuvre. À cette fin, le comité de suivi:

- est consulté et approuve les critères de sélection des opérations financées ;
- examine les activités et réalisations en rapport avec le plan d'évaluation du programme;
- examine les actions du programme qui ont trait au respect des conditions ex ante spécifiques;
- examine et approuve les rapports annuels sur la mise en œuvre avant leur envoi à la Commission;
- examine les actions en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes et de l'égalité des chances, ainsi que les actions de lutte contre les discriminations, y compris l'accessibilité pour les personnes handicapées.

#### **Article 4 : Fonctionnement**

Le Comité de suivi se réunit au minimum une fois par an. En cas d'urgence ou de nécessité, la coprésidence peut soit décider de convoquer une réunion exceptionnelle, soit lancer une consultation écrite auprès de ses membres.

Le Comité de suivi peut, avec l'accord de l'Autorité de Gestion et dans la limite des ressources mobilisables auprès de celle-ci, prévoir de créer des sous-groupes de travail chargés d'examiner des questions spécifiques

##### **4.1 Avant la date du comité de suivi**

Les documents préparatoires concernant les questions inscrites à l'ordre du jour seront mis à disposition de tous les membres au minimum 10 jours avant la date de réunion (sous forme dématérialisée)

Dans le cas d'une consultation écrite, les membres disposent d'un délai de dix jours ouvrés pour transmettre leurs remarques.

L'intégralité des remarques émises pendant ce délai sera transmise aux membres du comité de suivi.

#### *4.2 Prise de décision*

Les prises de décisions se feront selon la règle du consensus.

#### *4.3 Après le comité de suivi*

Le projet de compte-rendu est adressé par courriel à tous les participants qui disposent de 10 jours ouverts pour émettre leurs observations éventuelles. Les corrections sont intégrées après validation de la coprésidence. A l'issue de ce délai, le compte-rendu fait l'objet d'une publication dématérialisée et accessible à tout public.

#### **Article 5 : Secrétariat**

Le secrétariat du comité de suivi est assuré par les services de l'Autorité de Gestion.

Le secrétariat prépare les réunions du comité de suivi, organise la présentation devant le comité des questions inscrites à l'ordre du jour et établit les comptes-rendus du comité.

#### **Article 6 : Dispositions en matière de conflits d'intérêts applicables aux partenaires participant aux travaux de suivi et d'évaluation, ainsi qu'aux appels à propositions.**

Les membres du comité de suivi sont tenus de respecter le caractère confidentiel des informations dont ils pourraient avoir connaissance au titre de leur participation à ce Comité et sont tenus à une obligation d'impartialité dans l'exercice de leurs missions.

Tel ne serait pas le cas lorsque l'exercice impartial des fonctions d'un membre est compromis par des motifs familiaux, affectifs, d'affinité politique ou nationale, d'intérêt économique ou tout autre intérêt.

Le cas échéant, tout membre du comité se trouvant dans l'impossibilité de respecter ces obligations devra se signaler auprès de l'Autorité de Gestion en remplissant un formulaire d'abstention, mis à sa disposition lors des séances plénières ou sous forme dématérialisée pour les consultations écrites.

#### **Article 7 : indemnisation**

La participation au Comité de suivi ne génère aucun droit à l'indemnisation de frais ni à la perception de jetons de présence.

#### **Article 8 : Modalités de modification du présent règlement**

Le règlement intérieur du comité de suivi interfonds 2014-2020 peut être modifié à l'initiative des coprésidents, ou sur demande de l'autorité de gestion ou de membres, et après accord des coprésidents.